

ÉVALUATION DE LA STRATÉGIE
ET DU PROGRAMME DE PAYS

République de Guinée Bissau

Résumé



BIE

 **FIDA**
Investir dans les populations rurales

Bureau Indépendant de l'Évaluation

Résumé exécutif

A. Introduction

1. La présente évaluation de la stratégie et du programme de pays (ESPP) du FIDA en Guinée Bissau a été réalisée suite à l'approbation du plan de travail 2022 du bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE), lors de la 134^{ème} session du Conseil d'Administration du FIDA de décembre 2021. Il s'agit à ce jour de la toute première évaluation effectuée par IOE en Guinée Bissau. Conformément au Manuel d'évaluation du FIDA (édition 2022), l'ESPP vise à : 1) évaluer dans quelle mesure la stratégie et le programme de pays du FIDA ont produit des résultats tangibles qui ont contribué à des changements positifs, inclusifs et durables en lien avec la transformation rurale ; et ii) tirer des enseignements utiles pour la formulation conjointe du nouveau cadre des options stratégiques et programmatiques (COSOP) du FIDA pour la Guinée Bissau (GB). La période évaluée a été de 2008 à 2022.
2. L'équipe d'évaluation a reconstruit La théorie de changement du programme, ce qui a permis de bien cerner les résultats essentiels attendus et les relations causales entre eux ; ceci a été suivi par l'élaboration de la matrice d'évaluation qui inclut les questions clés qui ont fait l'objet de réponses. Comme méthodologie, une approche de méthodes mixtes de collecte et d'analyse de données a été appliquée. Les conclusions et appréciations sont fondées sur des données factuelles obtenues par triangulation à partir de différentes sources, dont: i) la revue documentaire approfondie de collecte d'information et de données sur le programme ; ii) des entretiens virtuels avec diverses parties prenantes (FIDA, gouvernement, partenaires d'exécution, etc.) ; iii) une mission de 2,5 semaines en Mai 2022 de l'équipe d'évaluation dans le pays, pour la collecte de données primaires.

B. Contexte national et programmatique des appuis du FIDA

3. La GB est un pays côtier de l'Afrique de l'Ouest, avec environ deux millions d'habitants, située entre le Sénégal et la Guinée. Le pays figure parmi le groupe des petits Etats insulaires en développement et parmi les pays les plus pauvres du monde avec 67% de la population dans la pauvreté absolue en 2019. L'économie est dominée par l'agriculture, avec une culture principale d'exportation qui est l'anacarde. La riziculture représente 62% de la production et 75% de la consommation céréalière nationale. Mais la production nationale de riz est insuffisante face aux besoins. La productivité agricole reste faible, dépendant des aléas climatiques, qui occasionne des inondations, l'érosion et l'intrusion d'eau salée à l'intérieur des terres agricoles des régions côtières. Le pays figure parmi les pays à forte fragilité institutionnelle et connaît des crises socio-politiques récurrents.
4. Jusqu'en 2018, le COSOP de 2003 a été le seul cadre stratégique qui a orienté les opérations du FIDA en Guinée Bissau. Il visait à faciliter la transition vers une paix durable et à soutenir le développement économique et social du pays. En 2019, une Note de Stratégie de Pays (NSP) a été élaborée qui vise la promotion de l'agriculture familiale durable, comme base de la sécurité alimentaire et d'une inclusion équitable dans les marchés agricoles. Le portefeuille couvert par l'ESPP inclut trois projets, dont le premier clôturé (PRRDC), un second (PADES) qui devrait s'achever le 30 septembre 2022 – mais qui a fait l'objet d'une requête d'extension et de financement additionnel (au moment de la finalisation du présent rapport – et le dernier (REDE) qui a effectivement démarré en janvier 2022. Les deux premiers projets ont concerné les zones pauvres du Sud du pays, tandis que le dernier projet compte couvrir les quatre régions septentrionales, lesquelles figurent aussi parmi les zones rurales où la pauvreté absolue est accentuée.

C. Performance du portefeuille

5. **La pertinence du portefeuille a été plutôt satisfaisante.** L'ensemble des acteurs gouvernementaux, non gouvernementaux et partenaires internationaux s'accordent

sur la pertinence des projets financés par le FIDA, en alignement avec les priorités nationales. Les projets ont bien reflété les thèmes transversaux du FIDA que sont : le ciblage des zones les plus pauvres, les petits producteurs, les femmes, la gestion durable des ressources naturelles, l'adaptation au changement climatique et l'emploi des jeunes. L'approche d'intervention de développement communautaire, basé sur les comités de développement inter-villageois des Tabancas (villages), a été pertinente au regard du contexte. Cette approche a facilité l'appropriation des actions par les bénéficiaires. Les appuis en matière d'aménagement ou de réhabilitation de rizières (mangroves ou basfonds) et les périmètres maraichers ont bien répondu aux besoins des populations. Il en est de même du financement des micro-projets, mais qui a été malheureusement interrompu de façon anticipée avec le second projet. Par ailleurs, les constats suivants ont été faits: (i) la non prévision de quota pour faciliter l'accès aux périmètres aménagés, pour des groupes les plus vulnérables, les jeunes et les femmes ; (ii) la prise en compte non exhaustive des leçons apprises du premier projet (PRRDC) pour la conception du second ; et (iii) la complexité du dernier projet en terme de sous-composantes et volets couverts.

6. **La cohérence du portefeuille a été plutôt satisfaisante.** Les constats corroborent une bonne convergence des choix du FIDA avec ceux des autres partenaires sur des thèmes comme : la dynamisation de la filière riz, la réalisation d'infrastructures de base, l'organisation et la structuration du monde paysan, la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Mais cette convergence n'a pas résulté en synergie et coordination d'actions. Les analyses ont montré la cohérence entre projets successifs financés par le FIDA, par rapport aux objectifs de sécurité alimentaire et l'intégration progressive des paysans dans les circuits de commercialisation. De par le ciblage des régions du sud du pays (avec les deux premiers projets), le FIDA a démontré une bonne complémentarité avec les autres partenaires au développement du pays, lesquels ont beaucoup plus ciblé les régions de l'Est et du Nord. Mais cette complémentarité a été rompue avec la note stratégique de 2019 qui n'a plus pris en compte les régions du Sud; alors que ces dernières n'ont pas encore bénéficié d'appuis continus du FIDA sur la durée. Par ailleurs, les changements fréquents de Gouvernements et la rotation fréquente des gestionnaires du portefeuille de pays au niveau du FIDA ont créé une discontinuité dans le pilotage stratégique du programme.
7. **Une performance plutôt satisfaisante pour la gestion des connaissances ; mais plutôt insuffisante pour le développement de partenariats et l'engagement sur les politiques nationales.** Sur La gestion des connaissances, l'ESPP a identifié plusieurs actions d'information et de communication, la documentation des variétés de semences de riz, et des efforts de prise en compte d'activités de gestion de connaissances dans les plans annuels. Toutefois, les processus sous-tendant l'apprentissage entre les acteurs des projets du FIDA et ceux du secteur agricole du pays ont été rares sur la période évaluée ; une des raisons explicatives de cette lacune étant l'absence d'orientation à ce sujet dans le COSOP et la note stratégique de pays. Par rapport au développement de partenariats, hormis le partenariat stratégique fort avec le gouvernement (malgré la volatilité socio-politique), les cofinancements et les collaborations avec les autres partenaires internationaux ont été insuffisants sur la période évaluée. Enfin, l'évaluation n'a pas obtenu de preuve montrant l'influence du FIDA sur des choix stratégiques et/ou de politique agricole du gouvernement sur la période évaluée. Toutefois, il y eu des efforts depuis 2019 avec la désignation du FIDA comme chef de file des partenaires du secteur agricole, mais qui restent encore à produire des résultats tangibles.
8. **L'efficacité a été plutôt insuffisante.** Les projets ont connu des délais de ratification en dessous de la moyenne régionale ; ils ont aussi bénéficié de fonds d'appui au démarrage rapide qui leur ont permis de réaliser des études préparatoires, de doter les unités de gestion de projet des outils nécessaires et de recourir à l'assistance technique pour former le personnel. Malgré cela, le lancement des activités a été tardif du fait des lenteurs (quasi systématique) de mis en place du personnel et

des équipements, avec des taux d'exécution faibles inférieurs à 40% à mi-parcours (55% au final pour le premier projet achevé). Les deux premiers projets ont connu une extension de leur durée de mise en œuvre pour permettre d'achever certaines actions prévues ; ceci a eu pour corollaire un alourdissement des coûts de gestion (54% au lieu de 27% pour le projet achevé) et un accroissement des coûts unitaires de certaines infrastructures à cause de l'inflation. Enfin, il n'y a pas eu de calcul de rentabilité économique pour le premier projet achevé, et ceci reste à faire à posteriori pour le second projet.

9. **L'efficacité des résultats a été plutôt satisfaisante, ainsi que la promotion d'innovations.** Un résultat majeur du programme a été l'amélioration des systèmes de production à base de riz, à travers la réhabilitation et l'aménagement de rizières (de mangroves ou d'eau douce) et la promotion du maraîchage. Le premier projet a réhabilité de petits basfonds de 225 ha et 85 ha respectivement de mangrove et d'eau douce. Le second projet est passé à une échelle significative avec la réhabilitation à fin 2021 de 6733 ha et 2426 ha de rizières de mangroves respectivement en aménagement traditionnel et moderne, 95 ha de rizière d'eau douce et 30 ha de basfonds maraichers. Tout cela a permis la mise en valeur de terres agricoles jadis sous-utilisées ou abandonnées. Les constats ont bien confirmé l'accroissement des surfaces emblavées dans les basfonds, mais moins pour l'augmentation des rendements. Les aménagements ont été simples, circonscrits à la construction de digues de ceinture, avec dans certains cas des dispositifs modernes de contrôle du mouvement d'eau vers le périmètre. Toutefois, les aspects techniques à l'intérieur des périmètres ne sont pas satisfaisants, car laissés aux soins des paysans. Sur les autres maillons de la filière rizicole, les résultats sont encore insignifiants; notamment sur l'organisation des approvisionnements en intrants (semences surtout), les activités post-récolte et de transformation, la commercialisation et la mise en relation avec des marchés.
10. Par rapport à l'objectif de diversification des sources de revenu des paysans, les résultats n'ont pas été à la hauteur des attentes. Les appuis ont permis de financer 319 microprojets au profit de 10916 bénéficiaires dont 5 722 femmes avec le premier projet. Malheureusement, ces actions ont été interrompues avec le second projet après l'évaluation à mi-parcours de 2018, du fait des retards accusés, afin de focaliser entièrement les efforts sur le volet des investissements structurants. Il ressort des constats que les appuis pour l'organisation des producteurs et le développement communautaire, amorcés avec le premier projet, ont commencé par produire des résultats tangibles en termes de gestion des ressources collectives (périmètres rizicoles et maraichers) et communautaires (entretien de pistes rurales, salles d'écoles et points d'eau). Mais ces organisations sont encore à leur début, n'ont pas encore pour la plupart achevé leur processus de formalisation juridique, et elles ont encore du chemin à faire pour se structurer (en faitières) afin de participer effectivement au processus de développement local à travers les structures décentralisées.
11. Par rapport aux innovations, la mise en place des comités de développement intégré des Tabancas, et leur bras de financement que constituent les fonds des initiatives de développement local, ont été des mécanismes sociaux novateurs introduits par les projets financés par le FIDA dans les zones d'intervention. La recherche agricole a été appuyée pour conduire des essais participatifs de nouvelles variétés de riz et à accompagner la mise en place d'une filière semencière. Enfin, l'établissement du catalogue des variétés de riz (cultivars locaux et variétés sélectionnées) dans deux régions a été une initiative réalisée pour la première fois et bien appréciée.
12. **Des indications de changements positifs, mais des données factuelles non disponibles pour apprécier l'impact du programme sur la pauvreté rurale.** Les observations de terrain corroborent la plausibilité de l'accroissement de la production de riz suite à une meilleure exploitation des zones humides, qui a donc eu des effets positifs sur la sécurité alimentaire des ménages. Les données d'enquêtes des projets indiquent une baisse de la part des ménages bénéficiaires connaissant de périodes de disette dans l'année, mais l'amélioration de la qualité de l'alimentation reste à prouver.

Il y a aussi plausibilité de la baisse de taux de malnutrition chronique chez les enfants de moins de cinq ans et leurs mères, de par l'accès amélioré à l'eau potable et la diminution du stress alimentaire. Les effets positifs sur les revenus des ménages sont probables, mais difficiles à confirmer. Des témoignages anecdotiques collectés durant la mission de terrain indiquent que les améliorations des actifs chez des bénéficiaires ont été précaires et rapidement remises en cause en cas de crise ou choc. Le capital humain a été amélioré de façon continue avec les formations sur la gestion et la gouvernance des organisations, ainsi que l'alphabétisation fonctionnelle qui a eu un grand écho chez les femmes. Enfin, les processus de développement communautaire promus ont contribué à renforcer le capital social au sein des Tabancas ; cependant, il y a encore du chemin à faire pour l'émergence d'institutions rurales capables d'influencer les processus décisionnels au niveau des régions.

13. **Des résultats sur l'égalité du genre qui ont été plutôt satisfaisants.** Les projets ont ciblé délibérément les femmes comme bénéficiaires de certaines actions et ont œuvré à leur intégration dans les instances de pouvoir et de décision des organisations créées. D'un point de vue quantitatif, les résultats sont positifs: les femmes représentaient 57,6% des bénéficiaires directs et 52% des bénéficiaires des micro-projets en fin 2021. Mais au-delà de ces chiffres favorables, la qualité de la participation des femmes reste à améliorer. Environ 1500 à 2000 femmes appuyées dans le maraîchage ont vu leur pouvoir économique renforcé, mais des difficultés d'exploitation de certains périmètres (comme le tarissement ou la salinisation des puits) et le manque de circuits de commercialisation ont limité l'importance des revenus qu'elles pouvaient en tirer. Les constats ont confirmé que l'alphabétisation fonctionnelle, lorsqu'elle est couplée avec des appuis à la création d'activités génératrices de revenu, a été très appréciée par les femmes et bénéfique pour elles.
14. **Des résultats plutôt insuffisants en termes de durabilité.** La simplicité des aménagements augure de la maîtrise des travaux d'entretiens par les paysans, mais cela exige des entretiens très fréquents, et donc les paysans s'en plaignent. Malgré les études préalable à l'installation des périmètres maraîchers, la disponibilité d'eau de qualité et en toute saison demeure précaire. Egalement, la simplicité des premières pistes aménagés avec des coûts faibles pose des défis de durabilité, car ne répondant pas aux normes techniques. Au-delà de ces facteurs techniques, la mobilisation de ressources financières uniquement à partir des contributions paysannes n'est pas suffisante pour assurer la durabilité financière des diverses organisations créées. De même, la durabilité financière dans la sous-filière semencière apparaît encore fragile, car l'achat des semences produites est entièrement assuré par les projets, les organisations paysannes étant (pour le moment) incapables de le faire. Enfin, en l'absence de stratégie de sortie explicite, développée et testée suffisamment avant la fin des activités du second projet, la durabilité des réalisations reste incertaine.
15. **La reproduction à plus grande échelle a été plutôt insuffisante.** Les données disponibles évoquent des cas de réplique d'approches et d'actions d'un projet financés par le FIDA à un autre. Il y a indisponibilité de preuves de mise à l'échelle effective par d'autres partenaires, même si cela est fortement probable, par exemple avec la mise en place des fonds des initiatives de développement local. Aussi, faute d'ancrage des projets avec des programmes gouvernementaux inexistants, la mise à l'échelle des acquis des projets à travers une politique gouvernementale est absente.
16. **Une performance également plutôt insuffisante en termes de gestion des ressources naturelles et d'adaptation au changement climatique.** Bien que non explicitement visées, les activités promues sur les systèmes rizicoles ont eu des effets positifs sur la gestion des ressources naturelles en ce qui concerne la réduction de la pression sur les forêts pour la culture du riz pluvial. Par contre, les actions ont très peu pris en compte la protection du couvert végétal des mangroves adjacentes et sur les bassins versants, alors que cela permet de ralentir la dégradation des aménagements. Par ailleurs, la capacité des aménagements à demeurer productifs, en cas de chocs dus aux aléas climatiques, reste à documenter ; il en est de même des capacités

d'adaptabilité au changement climatique des nouvelles variétés et des itinéraires techniques introduites. Enfin, la diversification des activités, promue pour améliorer la résilience des exploitants agricoles, n'a pas été poursuivie avec constance.

D. Performance de la stratégie de manière générale

17. **La performance de la stratégie du programme de pays, dans son ensemble, a été plutôt satisfaisante sur la période évaluée.** La force de la stratégie a été de contribuer, dans des régions de grande production rizicole mais bénéficiaires de très peu d'investissements publics et internationaux, à la mise en valeur de ressources agricoles sous-utilisées pour améliorer l'autosuffisance alimentaire et de dégager des surplus marchands. Le modèle de développement communautaire déployé a été socialement adapté et efficace. Par contre, les actions sur les autres maillons de la chaîne de valeurs pour l'émergence de pôles de croissance autour de la filière rizicole n'ont pas été significatives pour générer les effets attendus. D'autre part, l'émergence d'organisations de producteurs et leur structuration sont encore très timides. En somme, des processus ont été amorcés mais les résultats sont encore faibles, discontinus et mal consolidés pour atteindre une transformation rurale.

E. Performance des partenaires

18. **La performance du FIDA a été plutôt satisfaisante.** Des analyses contextuelles ont été bien faites dans les documents stratégiques du FIDA du pays, mais il n'y a pas eu d'analyse holistique des causes de fragilité, ce qui aurait permis d'identifier une gamme complète d'actions d'atténuation, pour en déduire celles en lien avec le mandat du FIDA. La conception du programme et des projets a évolué positivement en termes de consultations et d'interactions préalables. Le FIDA a manqué de saisir l'opportunité qui s'est présentée en 2015 pour mettre à jour sa stratégie dans le pays, à l'instar des autres partenaires, ce qui a affecté négativement la conception du second projet. Face à la forte fragilité institutionnelle, le FIDA a déployé une assistance technique internationale pour accompagner la mise en œuvre des projets, de façon continue entre 2008 et 2014 et ponctuellement ensuite. Sur la période évaluée, le portefeuille a connu six différents gestionnaires (actuellement directeur de pays), qui ont été tous non-résidents. Seules les missions d'appuis techniques et de supervisions (en moyenne une respectivement par an) a permis au FIDA d'assurer sa présence.
19. **La performance du Gouvernement a été plutôt insuffisante.** Le niveau de participation du gouvernement dans la formulation des projets FIDA a été affecté par la situation de volatilité sociopolitique récurrente dans le pays. Sur la période évaluée, le gouvernement a eu des difficultés pour honorer ses engagements de décaissement des fonds de contrepartie; mais il a pu assurer le pilotage effectif des projets, nonobstant les défis de faiblesse institutionnelle. Les données factuelles montrent des retards systématiques dans la mise en place des unités de coordination des projets, une instabilité chronique de leur personnel et des systèmes de suivi-évaluation des projets non performants, accentués par la faiblesse dudit système aussi au niveau du ministère en charge de l'agriculture (chargé du pilotage technique des projets financés par le FIDA).

F. Conclusion

20. En somme, deux périodes se distinguent dans le laps de temps (2008-2022) pris en compte par l'évaluation. La première a couru de 2008 à 2018, au cours desquelles le COSOP de 2003 a été le cadre stratégique de référence, mais dont les analyses et orientations stratégiques sont devenues caduques à partir de 2010 et par conséquent, n'ont pas permis des choix opérationnels adéquats. Les appuis à la fourniture de services sociaux de base et pour la mise en œuvre de microprojets sociaux et économiques ont été abandonnés par le second projet, alors que les besoins étaient encore très forts parmi les populations. La seconde sous-période a commencé à partir de 2019, qui a connu une amélioration des processus consultatifs et interactions, avec l'adoption de la NSP et la désignation du FIDA comme chef de file des partenaires

techniques et financiers du secteur agricole du pays. Dans les deux cas, la situation de fragilité, déjà plus manifeste dans les zones rurales d'interventions, a été accentuée par la volatilité sociopolitique au niveau du Gouvernement.

21. Les constats ont relevé une cohérence entre la stratégie et les objectifs des projets d'une part et entre les projets d'autre part. Les appuis ont contribué à l'amélioration de la disponibilité d'infrastructures et des services sociaux de base, ainsi qu'à l'amélioration des systèmes de production à base de riz. Cependant, les résultats n'ont pas été suffisants concernant : les autres maillons de la filière riz au-delà de la production, la protection des bassins versants des basfonds, la structuration paysanne et le renforcement institutionnel dans le secteur agricole. Au demeurant, le contexte de faiblesse institutionnelle forte restera toujours un défi majeur à moyen et long termes, et donc si cela n'est pas amélioré, cela risque de continuer par saper les efforts de réussite du programme du FIDA en Guinée Bissau. Pour ce faire, la contribution optimale des dons et aspects hors prêts (la gestion des savoirs, le développement de partenariats et l'engagement sur les politiques) est indispensable.

G. Recommandations.

22. Au regard des constats et enseignements de l'évaluation (en termes de points forts et défis), les recommandations suivantes sont formulées.
23. **Recommandation 1.** Dans le prochain COSOP, il est nécessaire d'inclure ou de clarifier dans les priorités ou orientations stratégiques les aspects importants suivants: (i) La gestion des ressources naturelles et l'adaptation au changement climatique, (ii) les thèmes de gestion des connaissances (pour identifier et apprendre des leçons en vue d'amélioration) et d'engagement dans le dialogue sur les politiques agricoles (avec le gouvernement en partenariat avec les autres acteurs clés) ; (iii) le renforcement institutionnel dans le secteur agricole, y compris des structures étatiques et non. Après l'approbation du COSOP, il est nécessaire de procéder à la formulation d'un plan holistique d'actions pour le renforcement institutionnel du ministère en charge de l'agriculture (concernant la disponibilité de ressources humaines, d'expertise de qualité et des capacités adéquates d'interventions et d'actions). Ceci devra se faire en partenariats avec les autres partenaires, pour l'identification, la planification et la mise en œuvre des actions. Pour les aspects hors prêts, il est nécessaire d'organiser des missions d'appuis techniques fréquentes, y compris de longue durée, sur les thèmes en lien avec la fragilité, pour soutenir le directeur de pays qui est présentement responsable de trois pays simultanément.
24. **Recommandation-2.** En partenariat avec les autres partenaires, appuyer le gouvernement pour une coordination effective des interventions dans le secteur agricole. A ce titre, il est indispensable d'améliorer les systèmes de suivi – évaluation, non seulement des projets appuyés par le FIDA, mais aussi des directions techniques compétentes centrales et déconcentrées du ministère en charge de l'agriculture. Ceci pourra s'intégrer dans le plan holistique de renforcement institutionnel suggéré plus haut. A défaut d'ouvrir un bureau de pays, le FIDA doit disposer d'un consultant de longue durée, présent dans le pays comme point focal et qui contribuera à améliorer l'efficacité dans la gestion du programme de pays. Ceci s'inscrit aussi dans la proposition de création d'une cellule permanente d'appui déjà en cours de discussion au sein des partenaires.
25. **Recommandation-3.** Poursuivre les appuis au développement des systèmes agricoles dans les zones humides (de mangroves et bas-fonds), y compris dans les trois régions déjà appuyées dans le Sud, en déployant de façon progressive une approche de filière, et donc des actions sur divers maillons : approvisionnement en intrants de qualité, itinéraires techniques améliorées de production, activités post-récolte, transformation et commercialisation. L'établissement de relations commerciales fiables, y compris avec le secteur privé, doit figurer parmi les objectifs à atteindre à terme.
26. **Recommandation-4.** Accentuer de façon durable les appuis de renforcement des organisations communautaires, pour leur formalisation et structuration rapide et

effective, de la base vers le sommet; la finalité étant de pouvoir prester des services aux membres et prendre part au processus de développement local au niveau décentralisé (contribution à la planification des actions et à la prise de décisions dans les instances du gouvernorat régional). Selon une approche explicite d'adaptation et de résilience au changement climatique, des actions d'appui à la diversification des sources de revenus agricoles doivent être inclusives (femmes, jeunes et plus pauvres) et promues à titre individuel comme en groupement. Par rapport aux groupements d'intérêt économique, ceux promus et/ou appuyés doivent aussi faire l'objet d'actions soutenues de renforcement sur la durée.

27. **Recommandation-5.** Poursuivre les appuis visant la réduction des inégalités genre, notamment en accentuant la promotion des opportunités économiques pour les femmes, l'alphabétisation fonctionnelle, le renforcement de leurs compétences en matière de gestion et de leadership, ainsi que leur accès à des marchés sûrs et rémunérateurs. Des orientations claires sont requises sur ce thème, afin que les actions puissent contribuer à mieux comprendre et aborder les causes des inégalités genre et de les traiter progressivement, dans la limite des objectifs du programme.